



P633 ID 1773

CHAMBRE DES DÉPUTÉS  
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Dossier suivi par Vera Haas-Gelejinsky  
Service des Commissions  
Tél: +352 466 966 224  
Courriel: vhaas@chd.lu

Monsieur Malik Zeniti

Luxembourg, le 4 mai 2016

Objet: Pétition publique 633 - Droit de consulter gratuitement 1-2 fois par an un ostéopathe ou kinésithérapeute sans prescription dans le cadre d'un droit coûts santé plafonné

Monsieur,

Suite à l'avis positif de la Commission des Pétitions, la Conférence des Présidents a déclaré recevable votre demande de pétition publique citée en référence.

Votre pétition publique sera ouverte à signature du 6 mai au 17 juin 2016. Le forum de discussion sera opérationnel pendant cette même période.

Ci-joint vous trouverez un document pdf en vue de la collecte de signatures sur papier ainsi qu'un document avec les conditions y relatives.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments très distingués.

  
Mars Di Bartolomeo  
Président de la Chambre des Députés

Transmis en copie pour information

- aux Membres de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale
- aux Membres de la Commission des Pétitions
- aux Membres de la Conférence des Présidents

Luxembourg, le 4 mai 2016

  
Vera Haas-Gelejinsky  
Secrétaire-administrateur de la Commission des Pétitions

## PETITION PUBLIQUE 633

### Intitulé:

Droit de consulter gratuitement 1-2 fois par an un ostéopathe ou kinésithérapeute sans prescription dans le cadre d'un droit coûts santé plafonné

### But :

Nombreux sont les gens qui rendent visite à un ostéopathe, kinésithérapeute ou une autre personne douée pour soulager par des procédures manuelles ou mécaniques ou des massages spécifiques des troubles des articulations, muscles ou tendons, et en ressortent avec une amélioration nette. Malgré la preuve qu'ils soulagent, ces actes ne sont pas remboursés s'ils ne sont pas prescrits par un médecin créant des coûts et efforts superflus auprès de la caisse de santé. Si on prend la définition de santé de l'organisation mondiale de la Santé définie comme "un état de complet bien-être physique, mental et social, et pas seulement l'absence de maladie ou d'infirmité", ces actes devraient être couverts par une procédure simple de remboursement plafonné dans le cadre de l'assurance contre les maladies. Le montant total de cette "dépense santé" pourrait être plafonné par exemple à 5% de la contribution annuelle et cumulable sur quelques années, s'il n'est pas utilisé, puisque beaucoup de déformations ou maux musculaires qui requièrent une consultation viennent avec l'âge, démarrant souvent au delà de la trentaine ou même quarantaine selon l'hygiène de vie. Ceci pourrait même être une récompense pour des personnes qui ne sont que très rarement malades, moins que 2 jours par an par exemple sur 3 ans.

### Motivation de l'intérêt général:

Dans mon entourage beaucoup de gens ont des maux de dos et des articulations et se sentent soulagés après une visite d'un ostéopathe confirmant mon expérience mais seulement une certaine partie de notre population peut se permettre de déboursier entre 35 et 60 euros par séance une ou deux fois par an pour améliorer l'état de santé et de bien-être. Ce montant ne présente souvent même pas 5% de leur contribution à la caisse de maladie, mais il tente de se faire prescrire ces actes ou de ne pas en profiter. Beaucoup de personnes ont la chance de ne pas avoir été malades dans leur vie ni de se faire prescrire et rembourser des cures onéreuses. Celles-ci devraient dans le cadre d'un bonus malus profiter du droit de consulter une ou deux fois par an un kinésithérapeute ou ostéopathe de leur choix pour maintenir un bien-être à la base d'une santé profitable pour la caisse de maladie. Le vieillissement de notre population va créer une demande croissante des soins qui vont accroître les coûts de santé automatiquement. L'allocation d'une partie des contributions à une maintenance régulière pourrait éviter une accumulation de jours de maladie qui va se répercuter sur le coût salarial et donc diminuer notre compétitivité. Ceci pourrait aussi encourager les jeunes qui vont devoir payer ces coûts dans leur vie professionnelle, s'ils profitaient d'un budget santé cumulable. Une exonération fiscale de ces dépenses limitée à un montant raisonnable et dont pourraient faire partie des coûts de fitness pourrait donner un coup de pouce à ce secteur local. Le fait de pouvoir profiter de deux consultations gratuites par an pourrait compenser la pratique médicale de prescrire 8 séances consécutives dont certaines peuvent être souvent superflues.

Dépôt : 08.04.2016 à 10:15

Pétitionnaire: Malik Zeniti